

L'OSCE SALUE L'ACCORD ENTRE TBILISSI ET MOSCOU SUR L'ÉVACUATION DES BASES RUSSES DE GÉORGIE[©]

Marie Jégo

La Russie va-t-elle finir par évacuer ses contingents militaires stationnés en Géorgie et en Moldavie depuis l'époque de l'URSS, conformément aux engagements pris par Boris Eltsine, en 1999, devant l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ? De passage à Paris, jeudi 28 avril, Dimitrij Rupel, ministre des affaires étrangères de Slovénie et président en exercice de l'OSCE, veut y croire. "La Russie a, elle aussi, besoin de stabilité et de coopération", explique-t-il, en saluant comme "un bon signe" l'accord intervenu il y a quelques jours entre Tbilissi et Moscou en vue d'un démantèlement, d'ici à 2008, des deux dernières bases russes en Géorgie.

Après un "temps mort" de quatre ans, période durant laquelle Moscou n'a cessé de traîner les pieds, réclamant des délais (de sept à huit ans) et des compensations (500 millions de dollars) exorbitants, le processus d'évacuation des dernières troupes russes de Géorgie (de 3 000 à 5 000 hommes) va pouvoir reprendre. Il pourrait être suivi par d'autres avancées. "Les choses peuvent bouger, aussi, du côté de la Moldavie, surtout depuis l'arrivée au pouvoir en Ukraine d'une nouvelle équipe", explique le chef de la diplomatie slovène. Moscou y maintient encore 2000 hommes, cantonnés dans l'enclave séparatiste russophone de Transnistrie, un mini-Etat autoproclamé entre Moldavie et Ukraine, soutenu à bout de bras par la Russie et que les autorités centrales moldaves ne contrôlent pas.

Il y a une semaine, le jeune gouvernement ukrainien issu de la "révolution orange" a annoncé un contrôle renforcé de la frontière que le pays partage avec l'enclave, lieu d'un intense trafic d'armes, d'alcool et de cigarettes. Les autorités moldaves et ukrainiennes tentent de prendre la Transnistrie en tenailles. Au dernier sommet du G8 (organisation régionale qui regroupe la Géorgie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan et la Moldavie), le 25 avril, le président ukrainien, Viktor Iouchtchenko, a proposé de dynamiser le règlement du problème de l'enclave, en panne depuis dix ans, avec une plus grande implication de l'Union européenne et des Etats-Unis, une initiative saluée par l'OSCE.

En Moldavie comme en Géorgie, les enclaves séparatistes et les bases militaires russes sont sources de contrebande, d'arbitraire et d'instabilité. Les Géorgiens ne manquent pas une occasion de rappeler que les auteurs des tentatives d'assassinat contre l'ancien président Edouard Chevardnadze (1995, 1998) ont été "exfiltrés" vers la Russie via la base aérienne russe de Vaziani. Située non loin de Tbilissi, celle-ci a, depuis 2001, été évacuée et sert aujourd'hui de cantonnement aux troupes américaines venues entraîner l'armée géorgienne à la "lutte contre le terrorisme".

Témoins des conflits non résolus de l'espace post-soviétique, les enclaves sont un vrai casse-tête pour les jeunes Etats nés de l'implosion de l'URSS. Pays de transit, la Géorgie est, du fait de la contrebande qui sévit en Abkhazie et en Ossétie du Sud (toutes deux frontalières de la Russie), privée de plus du tiers de ses revenus douaniers. Ces micro-Etats sont aussi un casse-tête pour l'OSCE, dont la mission est de contribuer à résoudre le problème de leur statut. La tâche est encore plus ardue depuis que le Kremlin a pris l'OSCE en grippe, lui reprochant

notamment son rôle dans la surveillance des élections dans les républiques ex-soviétiques. Lors de la "révolution orange" en Ukraine, la plupart des observateurs de l'OSCE (ils étaient 3 000 en tout) avaient dénoncé les fraudes. "Comme je l'ai dit alors à Sergueï Lavrov -ministre russe des affaires étrangères-, la Russie doit reconnaître chez les autres les aspirations qui l'ont, elle aussi, poussée à se démocratiser" , explique Dimitrij Rupel. Il en est sûr : "Construire des forteresses pour s'y cacher ne peut répondre aux défis sécuritaires du XXIe siècle."